

Caroline Rouillier "l'affaiblissement des valeurs de la droite m'a poussée à m'engager"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 01 juin 2012

Caroline Rouillier, candidate dans la 2eme circonscription de la Vendée, livre à libertepolitique.com ses convictions à la veille du scrutin.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Ma candidature est une démarche citoyenne. L'affaiblissement des valeurs de la droite m'a poussée à m'engager pour défendre les valeurs qui me semblent essentielles et dont on parle peu ! Mariée et mère de 6 enfants, je constate aussi dans mon travail d'enseignante au collège que la famille et l'éducation sont des priorités indispensables ! Il faut agir et c'est possible !

Dans quelle circonscription ?

La seconde circonscription de la Vendée

Pour quel parti ?

Le Parti Chrétien -Démocrate

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

L'ensemble des enjeux liés à la famille, à l'éthique et au social, ainsi que la maîtrise des dépenses publiques.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Les enjeux cités dans la réponse précédente sont fondamentaux pour notre avenir et celui de nos enfants ! Nous n'avons plus le droit de nous taire car les projets sociaux et sociétaux de la gauche auront des conséquences dramatiques. Le devoir d'agir est mon slogan.

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Promouvoir la famille comme un socle fondateur de la société. Œuvrer pour la transmission d'un vrai savoir à l'école, développer l'intelligence de nos enfants et leur transmettre notre histoire et notre culture.

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Déléguée depuis un an du PCD en Vendée, je souhaite que nous puissions nous faire connaître davantage au niveau du département en organisant des conférences et des réunions politiques.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Le premier point de ma campagne est la maîtrise des dépenses publiques. Nous devons cesser de dilapider l'argent et aller à l'essentiel. Je propose de baisser les salaires des ministres (pas seulement pour trois mois), des députés, des sénateurs et des hauts-fonctionnaires. Nous devons aussi limiter le nombre de fonctionnaires dans les collectivités où l'on ne cesse d'inventer de nouveau métier pour faire travailler ses « amis ». La priorité doit être à l'embauche et donc à l'allègement des charges pour ouvrir à l'emploi.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Je pense que chaque être doit être respecté de sa conception à sa mort naturelle et que toute souffrance doit être soulagée. J'adhère à la fondation Lejeune depuis de nombreuses années.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ? Le mariage gay et ses conséquences seront catastrophiques. Cela revient à dire que la loi considère comme bon qu'un enfant soit orphelin de père ou de mère. L'absence d'un parent est toujours une souffrance, d'autant plus si elle n'est pas reconnue ! Cela engendrera de la violence, des dépressions et des suicides en grand nombre. L'enfant a un besoin vital de se sentir aimer, sécuriser, éduquer par son papa et sa maman car ils sont complémentaires.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

Je suis tout à fait d'accord avec votre analyse. Les enseignants nagent dans un pédagogisme qui brime la transmission. De plus en plus, les repères sont enlevés ou dilués, l'évaluation est complètement dévaluée et réduite à des croix cochées dans des cases par l'élève ! le niveau est franchement bas tant en français que dans la capacité d'analyse ou les repères historiques. La première chose est d'imposer la méthode syllabique pour la lecture (comme en Angleterre). Ensuite, il faut revoir bon nombre de méthodes d'apprentissage, car il y en a d'excellentes. Former les professeurs sera une priorité. L'école doit redevenir un lieu de transmission et non un lieu d'endoctrinement.

Je propose de rendre ses lettres de noblesses à la littérature, à l'histoire et à la musique (que j'enseigne...) car ces matières sont indispensables pour structurer le cerveau d'un enfant !!

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Avoir d'aussi mauvais résultats en dépensant autant d'argent (depuis si longtemps) est simplement un scandale. Plus de 132 000 professeurs n'ont pas d'élèves !!! Ce n'est pas tant la centralisation que la gestion et l'idéologie qu'il faut changer. J'ajoute qu'il faut aussi laisser plus de liberté aux directeurs et aux enseignants pour aider leurs élèves plutôt que de leur faire perdre leur temps dans des évaluations bidons.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent

aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

Depuis presque 40 ans, nous avons un taux de chômage important, une faible croissance et des dettes qui ne cessent d'augmenter ! Ces sommes colossales n'ont pas créé de richesses et nous mettent aujourd'hui dans une situation très critique. Les politiques ont été irresponsables et ont gaspillé l'argent des français. Cela fragilise aujourd'hui grandement l'avenir de nos enfants. Oui, il faut restructurer et simplifier nos administrations.

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

La politique familiale est fondatrice pour l'avenir. Il faut donc soutenir la famille pour l'équilibre de la société et pour l'emploi. La cohésion sociale est très à la mode mais elle passe en premier par la famille, de même que la solidarité inter-générationnelle.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

Je propose de commencer par la promotion d'une éducation sexuelle qui prône l'engagement et la fidélité, en lien avec les parents. Ensuite, je propose une préparation au mariage civil afin que ceux qui se marient prennent plus la mesure de cet engagement. J'aimerais également que les jeunes parents reçoivent un livret avec des conseils éducatifs simples et concrets. Il faut également renforcer le lien parent-éducateur, élément indispensable pour l'enfant en difficulté.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

D'abord, je crois sincèrement que si la famille redevient le socle fondateur, qu'il est de toute façon, mais de manière plus visible et à l'esprit de chacun, une solidarité naturelle en sortira. Il y aura moins de pauvreté si les familles sont plus unies et soudées. Il y aura aussi moins de problèmes de logement, dûs en parti aux séparations. Enfin, la répartition des richesses ne peut se faire que si on libère l'esprit d'entreprendre, à transmettre à notre jeunesse !

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre république. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

Il nous faut d'abord reconnaître les racines chrétiennes de notre pays et civilisation. Notre laïcité n'a de sens qu'à partir de là. A cause de ce déni, nous pourrions être amenés à ne plus fêter Noël et à retirer les saints de nos calendriers ! Ce qui n'aurait aucun sens. Nous connaissons tous aujourd'hui la montée de l'islam radical. Nous devons rester vigilant et lutter pour sauvegarder notre démocratie et notre liberté religieuse.